

N° 2025-03-05

**Extrait des registres des délibérations
du Conseil Municipal**

Date de convocation :
07/03/2025

**Date d'affichage
de l'ordre du jour :**
07/03/2025

Nombre de conseillers :

Exercice : 33

Présents : 22

Pouvoirs : 10

Votants : 32

République Française
Liberté — Egalité — Fraternité

DEPARTEMENT D'EURE ET LOIR

CANTON DE CHARTRES 3

VILLE DE MAINVILLIERS

Séance ordinaire du 13 mars 2025

Objet : Ville - Exercice 2025 : Rapport valant Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

L'an deux mille vingt-cinq, le treize mars à 18h38, le Conseil Municipal, légalement convoqué le sept mars deux mille vingt-cinq, s'est réuni sous la Présidence de :

Madame Michèle BONTHOUX, Maire (délibération N°20257-03-01 à 06 et N°2025-03-11 à 18),
Monsieur Christophe DEFRANCE, 1^{er} Adjoint au Maire (pour les délibérations N°2025-03-07 à 10),

Étaient également présents :

S. MONTBAILLY, R. CANALE, R-F. CHARON, S. VICENTE, G. BOUSTEAU, J. GUILLEMET,
A. BUREAU, M. MAHI, S. KASMI, F. MARIE, P. MERCIER, B. VINSOT, J. MALLOL, E. NTOMBANI,
A. ALHASAN (arrivée à 19h02) I. MONDOT, D. DUBOIS, M. CIBOIS, P. COUTURIER, C. JURÉ.

Absents représentés :

L. FERNANDES, représentée par C. DEFRANCE,
J-P. RAFAT, représenté par G. BOUSTEAU,
H. GADIO, représenté par R-F CHARON,
F. GUINCÊTRE, représenté par R. CANALE,
Y. SAIDI, représentée par J. GUILLEMET,
M. EDMOND, représentée par D. DUBOIS,
M. KONATE, représentée par B. VINSOT,
S. MILON AUGUSTE, représentée par M. CIBOIS,
A. MASSA représenté par P. COUTURIER,
C. JUBAULT représentée par C. JURÉ.

Absents non représentés :

A. BOUSLIMANI,
A. ALHASAN (pour les délibérations N°2025-03-01 à 04).

Elus n'ayant pas pris part au vote :

M. BONTHOUX (pour les délibérations N°2025-03-07 à 10),
S. MILON AUGUSTE (pour les délibérations N°2025-03-07 à 10 par pouvoir inopérant).

Secrétaire de séance :

Madame Sandrine MONTBAILLY a été désignée secrétaire de séance.

Date de convocation :
07/03/2025

**Date d'affichage
de l'ordre du jour :**
07/03/2025

Séance ordinaire du 13 mars 2025

Nombre de conseillers :
33

Objet : Ville - Exercice 2025 : Rapport valant Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

Exposé de Madame Sandrine MONTBAILLY, Adjointe chargée des Finances, Prospectives et Marchés publics :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2312-1, L.5211-36, L.3312-1 et L.4312-1 relatifs à l'organisation d'un débat d'orientation budgétaire (*D.O.B.*) pour les communes de plus de 3 500 habitants ;

Vu la loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 dite Loi de Programmation des Finances Publiques pour les années 2023 à 2027 et notamment l'article 17 – II ;

Considérant que le D.O.B. doit être inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée délibérante dans les dix semaines précédant l'examen du budget primitif de la collectivité ;

Considérant que le D.O.B. expose, dans un rapport, les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés, ainsi que la structure et la gestion de la dette ;

Considérant qu'à l'occasion du D.O.B, chaque collectivité territoriale [] présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement. Ces éléments sont présentés, d'une part, pour les budgets principaux et, d'autre part, pour chacun des budgets annexes ;

Considérant que dans les communes de plus de 10 000 habitants, ledit rapport comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs ; dans ce même rapport, il est précisé notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages et du temps de travail,

Considérant que le D.O.B. n'a pas, en lui-même, de caractère décisionnel, mais qu'il doit permettre à l'Assemblée délibérante de débattre des orientations proposées par l'exécutif. En aucun cas le vote n'a vocation à approuver les orientations proposées.

Sur la base du rapport joint à la convocation du 07 mars 2025, le débat est ouvert. **Le Président de séance soumettra le rapport du débat orientation budgétaire au vote de l'Assemblée délibérante.**

Le Conseil Municipal,
après en avoir délibéré,
à l'**UNANIMITÉ**,

PREND ACTE, par un vote, de la tenue du débat d'orientation budgétaire et de la transmission d'un rapport de débat d'orientation budgétaire joint à la convocation des conseillers municipaux de la présente séance.

Il est à noter que dès lors que l'assemblée délibérante du conseil municipal aura pris acte de la tenue d'un Débat d'Orientation Budgétaire, le rapport sera transmis au représentant de l'Etat dans le département et au Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale dont la commune est membre.

Le rapport est mis à disposition du public à l'Hôtel de Ville, Place du Marché 28300 MAINVILLIERS aux horaires d'ouverture au public. Une publication du rapport est également disponible sur le site Internet de la commune, à savoir : <http://www.ville-mainvilliers.fr>.

Pour copie certifiée conforme,

Le 13 MARS 2025

Patricia MUND GABORIAU,
Par Délégation du Maire,
La Directrice Générale des Services



- CERTIFIÉ EXECUTOIRE -

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

028-212802292-20250313-2025-03-05-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/03/2025

Par délégation, le responsable du secrétariat général,
Luc BRUNET



. De la publication sur le site internet de la ville :

<http://www.ville-mainvilliers.fr> le :

17 MARS 2025

. De la notification le : 17 MARS 2025

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Le Tribunal Administratif peut être saisi par le biais de l'application informatique «Télérecours Citoyens», accessible sur le site Internet <http://www.telerecours.fr>, dans les formes et délais prévues à l'article L.2131-8 du Code Général des Collectivités Territoriales.



Mainvilliers

ville-mainvilliers.fr

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025


13 mars 2025

1. LE CONTEXTE NATIONAL

1. 1 Un projet de loi de finances 2025 adopté après un parcours parlementaire inédit :

Un marathon budgétaire sans précédent !

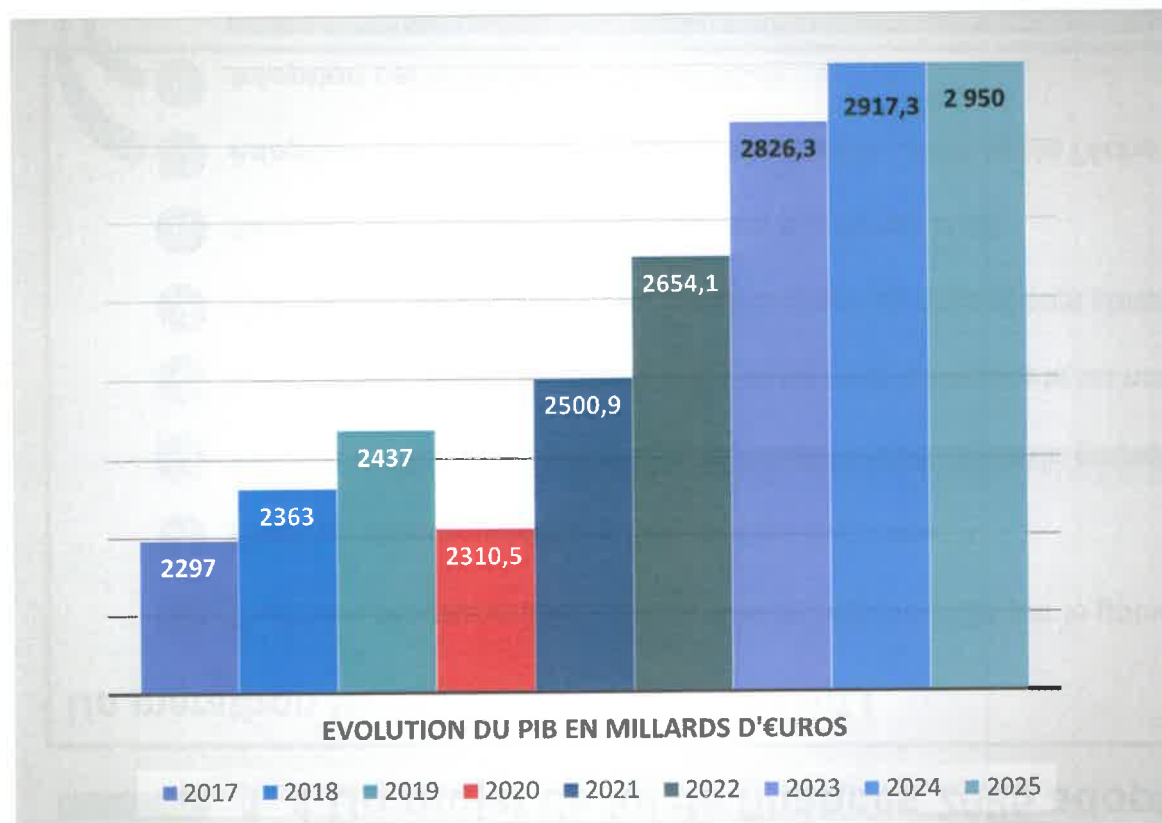
- 1 **Première mouture** du PLF présentée en octobre 2024 par le gouvernement de Michel Barnier.
- 2 **Rejet** en séance publique à l'Assemblée nationale.
- 3 Examen au Sénat interrompu par la **censure historique** du gouvernement.
- 4 **Reprise** des débats en janvier 2025 et un texte défendu par un **nouveau gouvernement**.
- 5 **Examen** en commission mixte paritaire (sept députés et sept sénateurs) les 30 et 31 janvier 2025.
- 6 **Recours au 49.3** par François Bayrou le 3 février 2025.
- 7 **Adoption** par l'Assemblée nationale le 5 février 2025 après l'échec de la motion de censure.
- 8 **Adoption** par le Sénat le 6 février 2025.



Approuvé à l'identique par les deux chambres, le texte issu de la commission mixte paritaire est donc considéré comme définitivement **adopté le 6 février 2025**, même s'il devra passer par l'examen du Conseil Constitutionnel avant sa promulgation.

LE CONTEXTE NATIONAL : LES CHIFFRES CLES

1. 2 L'évolution du Produit Intérieur Brut



2020 : Effondrement dû à la forte baisse de la production globale liée à la **crise sanitaire**.

2021/2022: Rebond de l'activité après la crise, rendu possible avec les levées des restrictions sanitaires.

2023 : Les effets négatifs des chocs sur l'activité **se dissipent** progressivement et l'activité **retrouve de l'élan**.

2024 : La croissance Française est tirée par les **Jeux Olympiques et paralympiques de Paris** mais un ralentissement déjà notable est constaté au 4^{ème} trimestre 2024.

2025 : PREVISION DU GOUVERNEMENT = +0,9%
Les prévisions de croissance du PIB initialement prévues à +1,1% ont été **abaissées** à la suite en particulier de la crise née du vote de la motion de censure. Le Haut Conseil des Finances Publiques indique que cette prévision (+0,9%), supérieure à celle du consensus des économistes (+0,7%) reste «optimiste au vu des indicateurs conjoncturels les plus récents » (repli du PIB au 4^{ème} trimestre 2024).

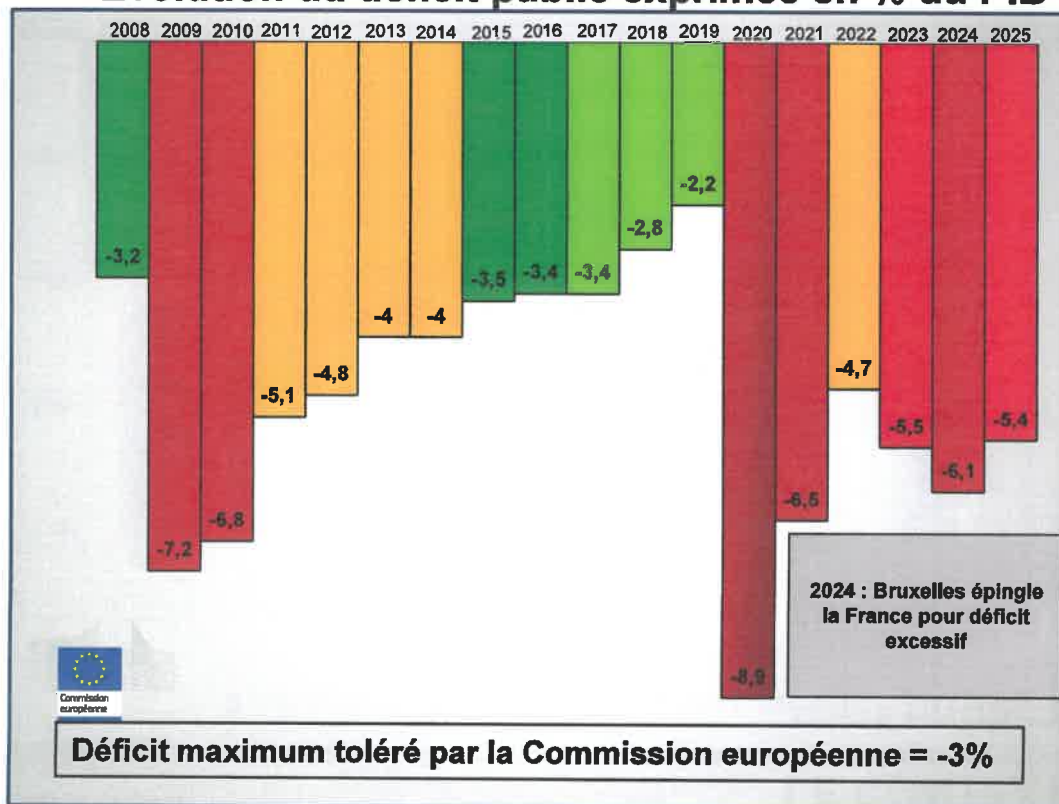
Croissance 2024 du PIB :

Chine: +4%
Etats-Unis: +3%
Europe : +1%

LE CONTEXTE NATIONAL : LES CHIFFRES CLES

1. 3 La trajectoire du déficit public

Evolution du déficit public exprimée en % du PIB



Déficit 2023 = -155 milliards d'euros

Déficit 2024 prévisionnel = -179 milliards d'euros

1973 : dernier excédent du Trésor

2009-2010 : crise financière

2020 : niveau historique de -8,9 % du produit intérieur brut. Conséquence du **Covid-19** et de la récession économique qui en résulte.

2023 : le déficit atteint son **plus haut niveau hors période de crise**, conséquence des mesures de l'Etat face à la crise de l'énergie et du conflit Ukrainien.

2024 : Aggravation du déficit s'expliquant en partie par des erreurs de prévisions des recettes de l'Etat (baisses de fiscalité)

2029 : **Objectif du gouvernement = ramener le déficit à -3%**. Pour y parvenir, « des économies importantes seront proposées pour la suite » a souligné François Bayrou, sans les détailler.

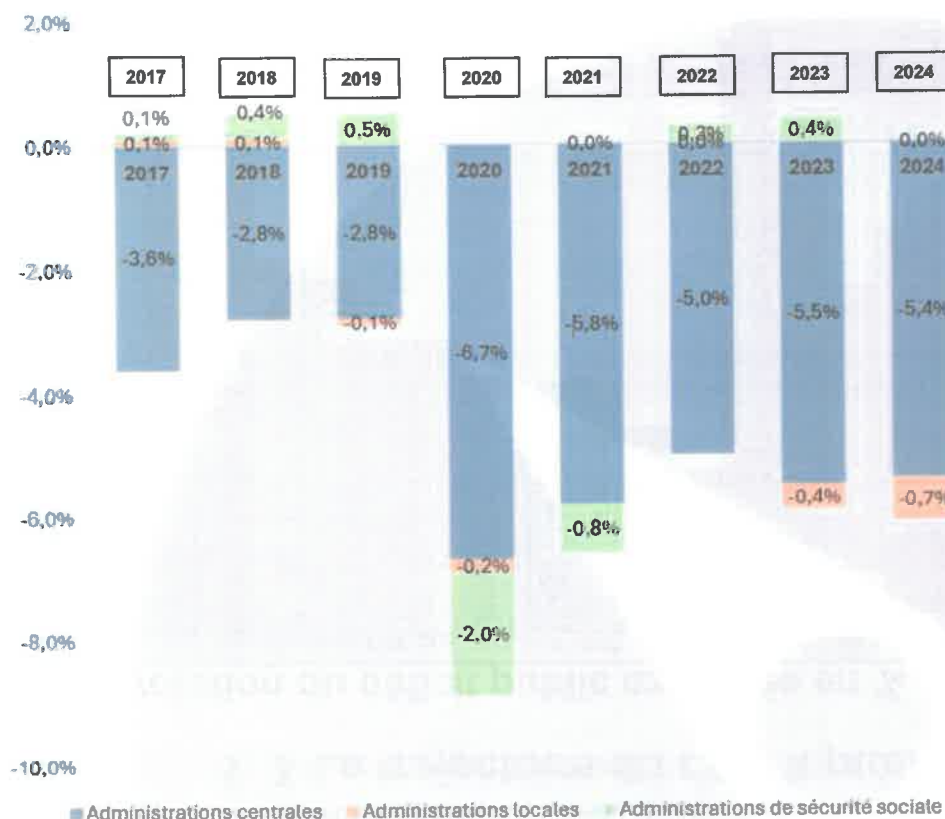


Mainvilliers

ville-mainvilliers.fr

LE CONTEXTE NATIONAL : LES CHIFFRES CLES

1. 3 bis La trajectoire du déficit public par administration



Le déficit public est largement imputable aux administrations centrales.

Cependant, il est vrai que l'Etat supporte des dépenses qui devraient relever de la Sécurité Sociale.

Le solde des organismes de sécurité sociale est nul ou légèrement positif depuis 3 ans, celui des collectivités locales, habituellement proche de zéro, est négatif en 2023 et 2024.

Le solde des administrations publiques locales correspond à leur **besoin de financement** qui se détermine en effectuant la différence entre l'ensemble de leurs recettes et de leurs dépenses, et ce, avant tout mouvement de dette.

L'augmentation de ce besoin de financement traduit **une forte augmentation** des dépenses de fonctionnement et d'investissement des collectivités.

LE CONTEXTE NATIONAL : LES CHIFFRES CLES

1. 4 L'évolution de la dette publique

La dette publique = l'ensemble des emprunts publics contractés par l'État, la Sécurité sociale, les ODAC (*organismes divers d'administration centrale*) et les collectivités territoriales

La dette : 3 303 Milliards d'euros à la fin du troisième trimestre 2024 (Source : INSEE)



doit rester inférieure à 60% du PIB

Nouveau record en 2020 : conséquence logique de la stratégie du « **quoi qu'il en coûte** » et des mesures de soutien liées à la crise sanitaire et au plan de relance.

La France présente le 3^{ème} ratio de dette publique le plus élevé après la Grèce et l'Italie.

L'accélération de l'endettement est liée au déséquilibre structurel des finances publiques, en particulier à l'alourdissement du déficit des retraites couvert par le budget de l'Etat.

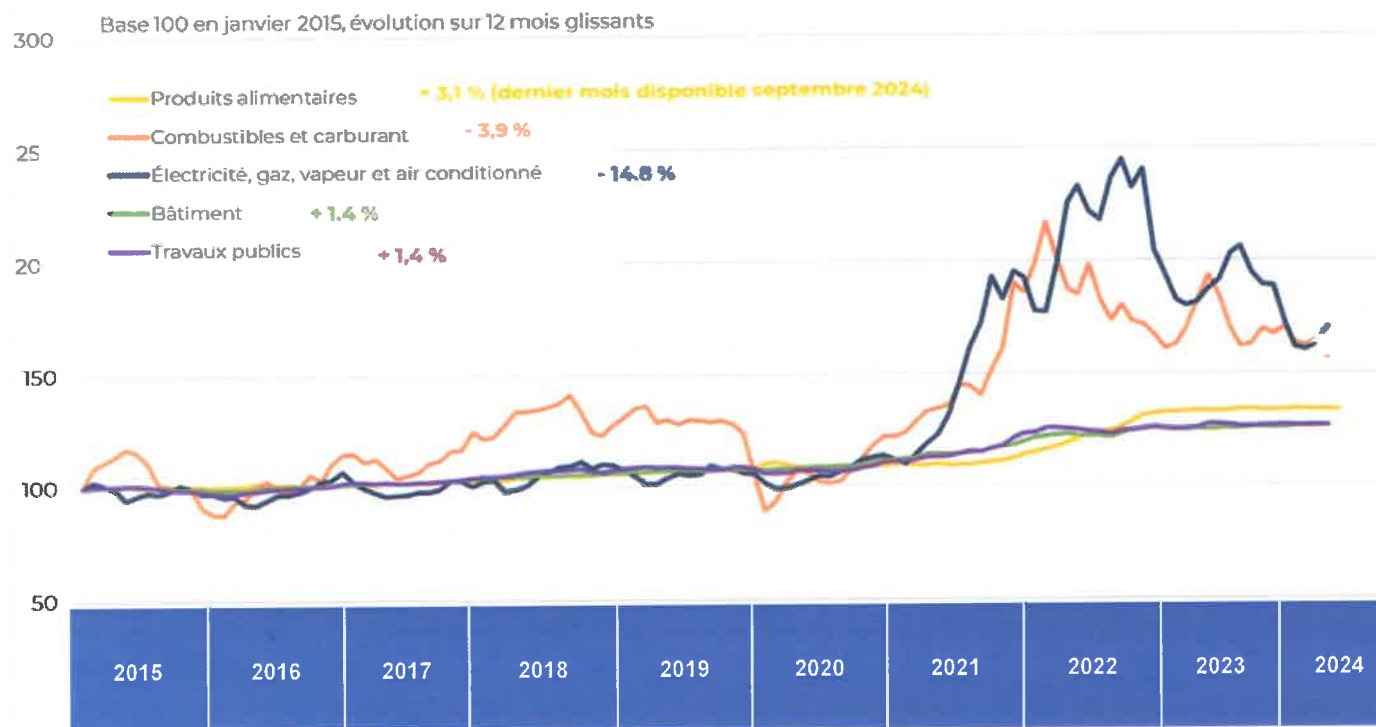
Evolution de la dette exprimée en % du PIB (Source : INSEE)
pour la comparer aux richesses produites par la France :

1995	2005	2009	2012	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
56,1%	67,4%	83%	90,6%	98,4%	98,7%	115,1%	112,9%	111,8%	110,6%	113,7%

LE CONTEXTE NATIONAL : LES CHIFFRES CLES

1.5 Focus sur l'inflation

Indices de prix impactant la dépense locale



Source : Indices Insee

Plans de relance massifs liés à la pandémie entre 2020 et 2022.

Hausse importante de l'inflation en 2021 et 2022.

Chute en 2023 puis stabilisation en 2024.

2025 : prévision d'inflation = +1,4% selon le gouvernement.

LE CONTEXTE NATIONAL : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

1. 6 La loi de finances 2025 : les mesures emblématiques pour les communes

→ **Régions : Augmentation du taux versement mobilité** : ponctionné sur la masse salariale des entreprises de plus de 11 salariés, cette contribution réévaluée de +0,15%, sera fléchée vers le financement des trains régionaux.



→ **Départements - possibilité d'augmenter pour les départements, les droits de mutations à titre onéreux** : pendant 3 ans, les départements pourront augmenter de 4,5% à 5% le plafond des droits de mutation sur les transactions immobilières.



→ **Communes – création d'un fonds de soutien exceptionnel de 40 millions** pour les collectivités victimes d'intempéries en 2023 et 2024.

→ **Collectivités locales – Dotations, mesures fiscales :**

- **Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)** : maintien à son niveau de 2024, soit une enveloppe de **1 046 millions €**.
- **Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL)** : **baisse de 145 millions d'euros** portant la DSIL à 425 millions d'euros (*contre 570 millions € en 2024*).
- **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** : abondement de 150 millions mais incertitude sur les montants répartis entre la dotation forfaitaire, la dotation de solidarité rurale et urbaine.
- **Fonds vert** : **en baisse par rapport aux 2,5 milliards d'euros de la loi de finances 2024**, et ce, malgré l'abondement de 150 millions par rapport au projet initial préparé par le gouvernement Barnier. **Enveloppe restant encore à déterminer.**
- **Fonds de Compensation de la TVA** : **maintien** du taux actuel de remboursement de l'assiette des dépenses éligibles alors que le gouvernement dans son précédent projet, avait prévu de le baisser.
- **Bases fiscales** : Depuis 2018, la revalorisation est basée sur l'indice des prix à la consommation (article 1518 bis du Code général des impôts), **prévision pour 2025: aux alentours de +1,7%.**



Mainvilliers

villie-mainvilliers.fr

LE CONTEXTE NATIONAL : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

1. 6 La loi de finances 2025 : les mesures emblématiques pour les communes (suite)

→ Hausse des cotisations employeurs à la CNRACL de 12 points pendant 4 ans :

Cette mesure réglementaire a été annoncée dans le projet de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 (PLFSS) et a été appliquée par un décret du 30 janvier 2025.

Ce décret impose aux employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales (CNRACL), **une augmentation du taux** des cotisations vieillesse, portant ce dernier de 34,65% en 2025, jusqu'à 43,65% à partir de 2028.

Cette mesure s'impose à l'ensemble des collectivités afin de réduire le déficit de la CNRACL, **et demeure pérenne dans le temps**. Selon les premières estimations des cabinets d'études, l'impact sur les budgets des petites villes sera d'ampleur : à partir de 2028, le coût annuel s'établira à 1 230 millions d'euros.



IMPACT POUR MAINVILLIERS*

2025	34,65%	+ 112 000 €
2026	37,65%	+ 112 000 €
2027	40,65%	+ 112 000 €
2028	43,65%	+ 112 000 €
TOTAUX	AUGMENTATION DE + 448 000 €	



* A périmètre constant au niveau des recrutements et hors concept « Glissement vieillesse technicité »

1. 6 La loi de finances 2025 : les mesures emblématiques pour les communes *(suite)*

25. A word cloud of French terms related to payroll and accounting. The most prominent words are 'Salaire' (Salary), 'Paie' (Payroll), 'Bulletin' (Pay Slip), and 'CDD' (Fixed-term contract). Other visible words include 'contrat', 'charges', 'entreprises', 'prime', 'travailleur', 'salaires', 'employés', 'travail', 'affectation', 'gain', 'revenu', 'spéciales', 'remunération', 'finances', 'paye', 'revenu', 'sociétés', 'emploi', 'sous', 'contrat', 'Paie', 'fiche', 'Bulletin', 'CDD', 'travail', 'affectation', 'gain', 'revenu', 'spéciales', 'remunération', 'finances', 'paye', 'revenu', 'sociétés', 'emploi'.

R.O.B. Conseil Municipal 13/03/2025

LE CONTEXTE NATIONAL : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

1. 6 La loi de finances 2025 : les mesures emblématiques pour les communes (fin)



→ Du « fonds de réserve » au dispositif de lissage conjoncturel (DILICO)

Ce dispositif qui concerne environ 2 100 collectivités, consiste à lisser les ressources des collectivités qui sont en mesure de contribuer **au redressement des comptes publics**. La part du bloc local s'établit à 500 millions d'euros, répartie pour moitié entre les communes et les EPCI.

90% des recettes fiscales seraient « mises en réserve » par Bercy et rétrocédées par tranches de 30% entre 2026 et 2028 aux contributeurs et les **10% restants** abonderaient le **Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC)**.

Pour chaque commune, il sera calculé un indice de ressources et de charges faisant intervenir le potentiel financier et le revenu par habitant.

La ville est dans l'attente de savoir si ce dispositif la concerne.



LE CONTEXTE NATIONAL : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

1. 7 Autre mesure impactant le budget 2025 hors PLF 2025

→ Augmentation sans commune mesure du coût de l'assurance

Un nombre très important de collectivités ont rencontré des difficultés afin de renouveler leurs contrats d'assurance et lorsqu'elles y parviennent, l'augmentation du coût des nouveaux contrats proposés par les assurances est **démensurée**.

AUGMENTATION DU COÛT DE L'ASSURANCE POUR MAINVILLIERS (en TTC)

RISQUE ASSURE	2024	2025	% D'AUGMENTATION
Protection juridique	2 500 €	1 267 €	
Responsabilité civile	3 500 €	14 874 €	
Flotte automobile	15 300 €	49 048 €	
Dommages aux biens	20 282 €	135 745 €	
TOTAUX	41 582 €	200 934 €	+ 383,22%





1. 8 conclusion : quelle gouvernance financière pour les collectivités ?

Le Gouvernement en votant ce PLF 2025, affiche sa volonté de faire **baiss**er rapidement le niveau du **déficit public** ainsi que la **dette publique**, dans un contexte **d'incertitudes** au niveau international.

Pour y parvenir, les collectivités territoriales sont une nouvelle fois soumises à de fortes contraintes budgétaires puisqu'on leur demande d'effectuer un **effort financier de plus de 2,2 milliards d'euros** en 2025.

Des **mesures défavorables** réduisant leurs marges de manœuvre et impactant l'investissement local, s'appliqueront immédiatement :

- Hausse des cotisations vieillesse pour les agents affiliés à la CNRACL,
- Baisse de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local,
- Baisse de l'enveloppe du Fonds Vert,
- Hausse sans précédent du coût des assurances.

Tandis que les **incertitudes demeurent** sur :

- Les montants répartis dans le cadre de la DGF et ses variables d'ajustement,
- Le devenir de la trajectoire de l'autofinancement,
- L'application de la réforme « DILICO »,
- Le détail des « économies importantes » annoncées par le Gouvernement afin de ramener le déficit public en deçà des -3% en 2029.

L'ensemble de ces contraintes et réformes privent les collectivités de toute visibilité à court terme et mettent à mal le devenir de l'investissement local ainsi que le maintien de service public au même niveau de qualité.

2. BUDGET PRINCIPAL

Rétrospective et atterrissage 2024

MAINVILLIERS EN 2024 – LE BUDGET COMMUNAL

2. 1 Evolution de la section de fonctionnement

HISTORIQUE : Recettes réelles de fonctionnement

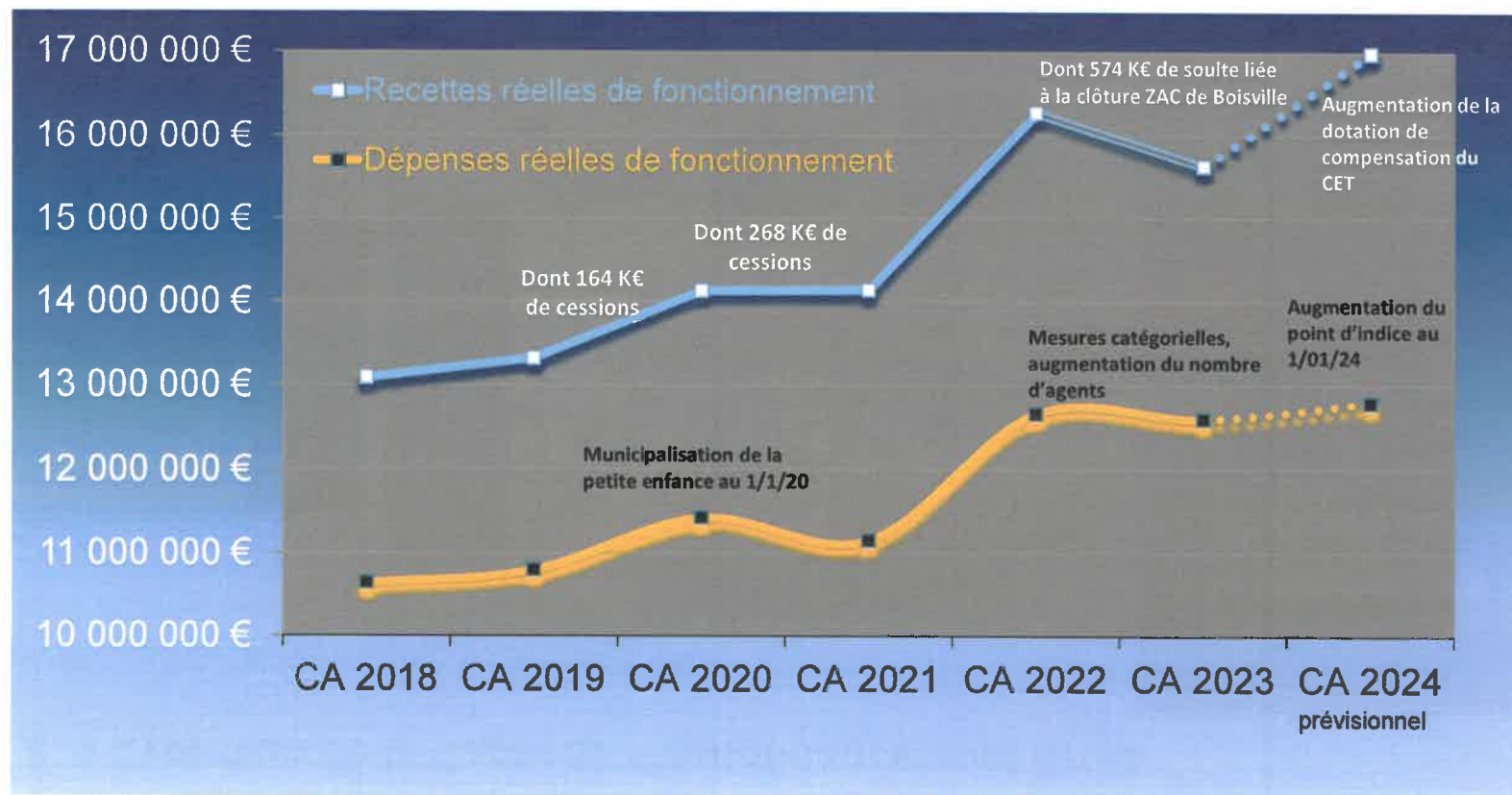
Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (prévision)
En K€	13 084 K€	13 321 K€	14 130 K€	14 139 K€	16 219 K€	15 627 K€	16 989 K€

HISTORIQUE : Dépenses réelles de fonctionnement

Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (prévision)
En K€	10 639 K€	10 795 K€	11 419 K€	11 150 K€	13 261 K€	12 590 K€	12 787 K€

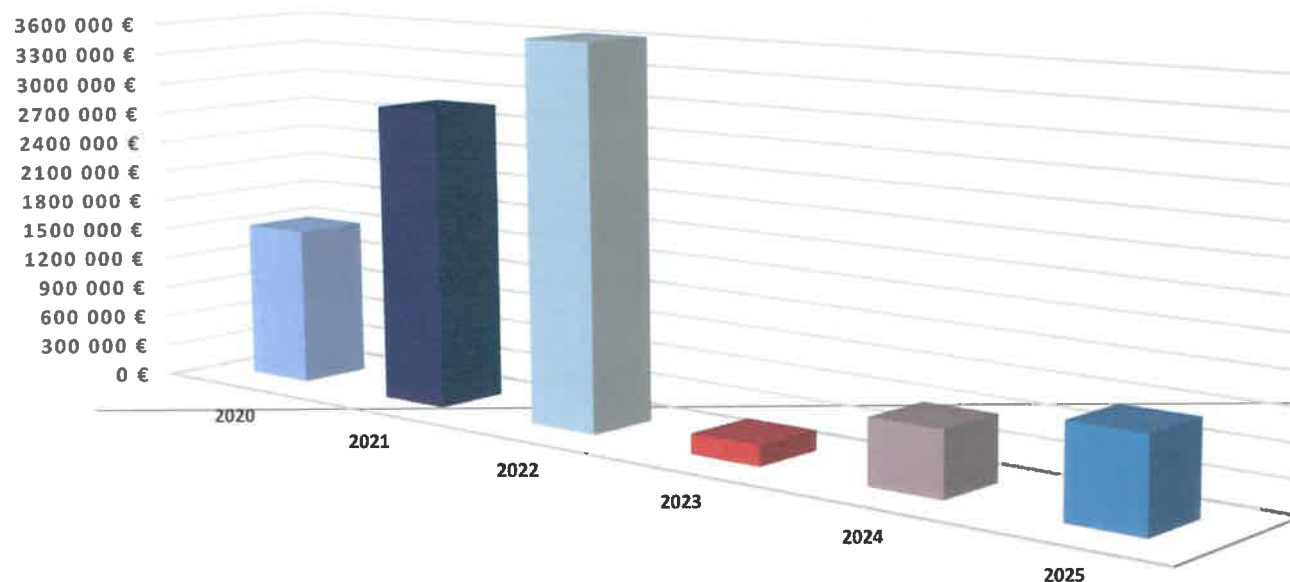
RESULTATS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

2. 2 Evolution de la section de fonctionnement



FOCUS SUR L'AUTOFINANCEMENT

2. 3 Evolution de la Capacité d'Autofinancement Brute



EVOLUTION DE LA CAF BRUTE	MONTANT
2020	1 519 575 €
2021	2 878 440 €
2022	3 632 122 €
2023	184 357 €
2024	605 147 €
2025 (prévisionnel)	851 818 €

MAINVILLIERS EN 2024 – LE BUDGET COMMUNAL

2. 4 Les recettes d'investissement

HISTORIQUE : Recettes réelles d'investissement *(hors restes à réaliser et excédents de fonctionnement capitalisés)*

Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 <i>(prévisionnel)</i>
Montant	912 K€	869 K€	653 K€	1 378 K€	2 259 K€	4 738 K€	2 046 K€
<i>Subventions</i>	79 K€	250 K€	99 K€	799 K€	1 329 K€	2 722 K€	1 208 K€
<i>FCTVA</i>	220 K€	463 K€	377 K€	394 K€	784 K€	888 K€	617 K€
<i>Taxe d'aménagement</i>	136 K€	105 K€	81 K€	112 K€	80 K€	17 K€	58 K€
<i>Amendes de police</i>	76 K€	50 K€	95 K€	69 K€	65 K€	111 K€	163 K€
<i>Emprunt, avances de trésorerie, cautionnement</i>	401 K€	1 K€	1 K€	4 K€	1 K€	1 000 K€	0 K€

MAINVILLIERS EN 2024 – LE BUDGET COMMUNAL

2. 5 Les dépenses d'investissement

HISTORIQUE : Dépenses réelles d'investissement *(hors remboursement du capital de la dette)*

Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (prévisionnel)
Montant	2 907 K€	2 515 K€	2 571 K€	6 463 K€	8 352 K€	4 778 K€	3 875 K€

Années	Dépenses d'équipement/habitants	Ratio 2023 de la strate moyenne nationale*
2018	253 €	<p>Des communes de 10 000 à moins de 20 000 habitants = 296 €/hab.</p> <p>De la Région-Centre Val de Loire = 49 €/hab.</p> <p>Du Conseil départemental = 130€/hab.</p> <p><i>*Sources : DGFIP-Comptes de gestion – Calculs DGCL – INSEE recensement de la population 2023 –</i></p>
2019	219 €	
2020	217 €	
2021	563 €	
2022	733 €	
2023	417 €	
2024 (prévisionnel)	338 €	

3. LES ORIENTATIONS 2025

3. 1 Recettes globales de fonctionnement : hypothèses d'évolution

	CHAPITRES BUDGETAIRES	BP 2024	DOB 2025 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
013	ATTENUATIONS DE CHARGES (<i>remboursement de charges de personnel</i>)	100 K€	100 K€	Prévision établie sur une moyenne des années précédentes
042	OPERATIONS D'ORDRE	56 K€	36 K€	Amortissement des subventions
70	PRODUITS DES SERVICES	596 K€	670 K€	Augmentation des prévisions liées à l'optimisation des taux d'occupation des structures.
73	IMPOTS ET TAXES	8 996 K€	9 305 K€	Voir diapositive suivante
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5 295 K€	5 528 K€	Voir diapositive suivante
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	180 K€	195 K€	Réévaluation des loyers et des locations de salles
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 K€	0 K€	
TOTAL GENERAL		15 225 K€	15 834 K€	

**3. 2 Détail des impôts, taxes et fiscalité locale (chapitre 73)**

IMPOTS ET TAXES	BP 2024	DOB 2025 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
Impôts directs locaux	7 192 K€	7 507 K€	Revalorisation nominale des bases avec hypothèse à +1,5% de hausse d'inflation.
Dotation de Solidarité Communautaire	800 K€	860 K€	Versée par Chartres Métropole, hausse liée au contrat de territoire.
Droits de mutation	300 K€	250 K€	Baisse liée au secteur immobilier peu dynamique.
Attribution de Compensation	283 K€	283 K€	Normalement stable.
Taxe sur la consommation finale d'électricité	171 K€	180 K€	Taxe nationalisée, stable.
Taxe sur les déchets stockés	151 K€	135 K€	Reversement sur les déchets réceptionnés, tonnage en baisse.
Taxe locale sur la publicité extérieure et panneaux publicitaires	64 K€	55 K€	Renouvellement du parc.
Droits de place	35 K€	35 K€	
TOTAL GENERAL	8 996 K€	9 305 K€	

3. 3 Détail des dotations, subventions et participations (chapitre 74)

DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	BP 2024	DOB 2025 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
Dotation Globale de Fonctionnement	3 790 K€	3 815 K€	Baisse de la Dotation Nationale de péréquation, hausse de la Dotation de Solidarité Urbaine.
Dotation C.A.F (Multi-accueil, ALSH, crèche familiale, RPE, espace parent)	660 K€	918 K€	Création de l'espace parentalité
Remboursement par Chartres Métropole liée au transport scolaire	90 K€	89 K€	Stable.
Dotations de compensations Etat (au titre de la CET et des exonérations de taxes et subventions diverses (FCTVA, Département...))	755 K€	706 K€	En attente de la notification des bases fiscales et attributions de compensation
TOTAL GENERAL	5 295 K€	5 528 K€	

3. 4 Fiscalité 2025

PROPOSITION taux de fiscalité

TAXE	PROPOSITION	TAUX 2024	TAUX 2025
Taxe foncière sur les propriétés bâties	MAINTIEN	55,89%	55,89%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	MAINTIEN	48,08%	48,08%
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	MAINTIEN	15,11%	15,11%

Ratio de la strate 2023*	Communes de la strate 2023*	Mainvilliers 2025 prévisionnel
Produits des impositions directes/population	767 €	648 €

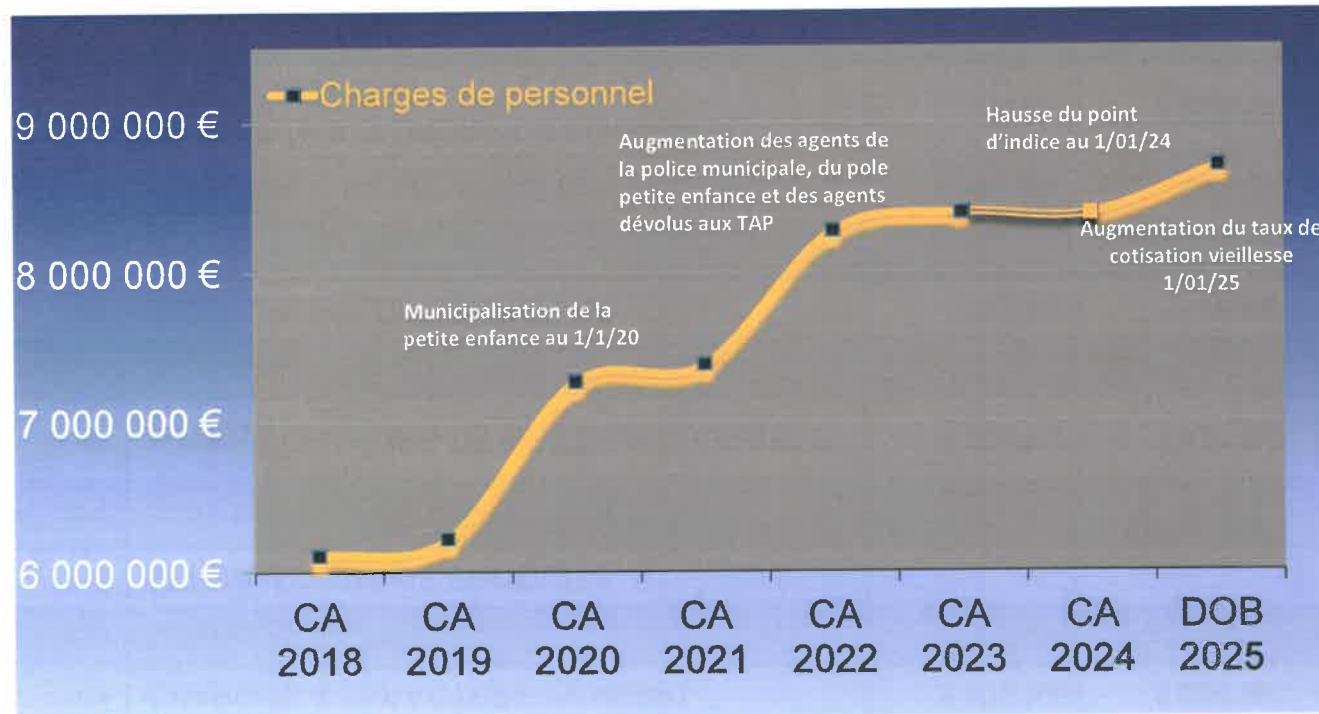
*Sources : DGFIP-Comptes de gestion – Calculs DGCL – INSEE recensement de la population 2023 –



3. 5 Dépenses globales de fonctionnement : hypotheses d'évolution

	CHAPITRES BUDGETAIRES	BP 2024	DOB 2025 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 175 K€	3 300 K€	Impact du coût des assurances expliqué sur la diapositive 13.
012	CHARGES DE PERSONNEL	8 700 K€	8 700 K€	Voir diapositive suivante.
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
022	DEPENSES IMPREVUES			Interdit en M57.
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 290 K€	1 627 K€	Subventions aux associations stables. Nouvelle dépense : participation au déficit de l'opération de la copropriété Tallemont.
66	CHARGES FINANCIERES	65 K€	65 K€	Hors pris en compte d'un nouvel emprunt.
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 K€	10 K€	
TOTAL DES DEPENSES REELLES		13 240 K€	13 702 K€	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	605 K€	852 K€	Autofinancement brut
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 380 K€	1 280 K€	Dotations aux amortissements.
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		1 985 K€	2 132 K€	
TOTAL GENERAL		15 225 K€	15 834 K€	

3. 6 Les charges de personnel



Rappel pour 2025 : hausse des cotisations vieillesse des agents affiliés à la CNRACL = **+112 000 €** à périmètre constant au niveau des effectifs et hors concept « Glissement vieillesse technicité ».

CHARGES DE PERSONNEL		REMBOURSEMENT
ANNEES	DEPENSES	RECETTES
CA 2018	6 107 727 €	144 163 €
CA 2019	6 214 396 €	115 142 €
CA 2020	7 263 914 €	128 107 €
CA 2021	7 375 856 €	93 930 €
CA 2022	8 271 260 €	139 630 €
CA 2023	8 392 574 €	79 143 €
CA 2024	8 386 025 €	97 927 €
DOB 2025 (prévisionnel)	8 700 000 €	100 000 €

3. 6 Les charges de personnel (suite)

Modalités d'organisation du temps de travail :

La délibération du 14 mars 2023 sur le règlement du temps de travail, a acté la suppression des jours de congés non prévus dans le cadre légal et réglementaire, afin de garantir le respect de la **durée légale** du temps de travail qui est fixé à **1 607 heures**.



Avantages en nature :

2 agents bénéficient actuellement d'un **logement** attribué pour **nécessité absolue de service**.

- **Tarification préférentielle** pour les agents communaux déjeunant au foyer restaurant Marie-Hélène Foucart.



REPARTITION 2024 DU NOMBRE D'AGENTS

CATEGORIES	NOMBRE
CATEGORIE C	157
CATEGORIE B	16
CATEGORIE A	15
HORS CAT*	22
TOTAL	210

Prévision 2025 :

Pas de nouvelle création de postes et interrogation systématique sur le remplacement ou non d'un agent (suite à mutation, départ à la retraite...).

* **Assistantes maternelles et intervenants pour l'accompagnement scolaire**

3. 7 Recettes d'investissement : propositions nouvelles inscriptions

CATEGORIE DE RECETTES	DOB 2025 prévisionnel	OBSERVATIONS
EMPRUNTS	4 712 K€	Emprunt d'équilibre
OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS	1 280 K€	Dotations aux amortissements (pendant de la section de fonctionnement)
CESSIONS D'ACTIF	1 100 K€	Cession de l'ADAPEI
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	852 K€	Autofinancement brut
SUBVENTIONS	874 K€	Subvention de l'ANRU, du Conseil Départemental et de l'Etat (DSiL) pour la construction du groupe scolaire (opération pluriannuelle)
DOTATIONS, FONDS DIVERS	400 K€	Fonds de Compensation de la TVA
SUBVENTIONS AFFECTEES A L'EQUIPEMENT	110 K€	Amendes de police
DOTATIONS, FONDS DIVERS	60 K€	Taxe d'aménagement
MONTANT PREVISIONNEL	9 388 K€	

3. 8 Dépenses d'investissement : propositions nouvelles inscriptions

CATEGORIE DE DEPENSES	DOB 2025 prévisionnel	OBSERVATIONS
Construction du groupe scolaire	6 444 K€	Opération pluriannuelle.
Espaces extérieurs	1 493 K€	Rénovations des voiries, réalisation du giratoire Boisville.
Bâtiments	919 K€	Dont rénovation de la toiture du gymnase Maroquin, entretien des toitures de divers sites, démolition maison de quartier, remplacement des châssis du pole petite enfance, travaux divers multi-sites.
Equipements structurels	306 K€	Dont 55 K€ pour les projets participatifs, mobilier et équipements toutes structures, matériels sportifs, informatiques, parc de véhicules.
Remboursement du capital de la dette et amortissement des subventions	226 K€	Hors contraction d'un nouvel emprunt.
MONTANT PREVISIONNEL	9 388 K€	

3. 9 La dette – extinction actuelle hors prévision de nouvel emprunt

	Années	Capital restant dû	Intérêts restants dû
Extinction actuelle de la dette Typologie : 5 emprunts à taux fixes simples Typologie Gissler : 1A	2025	1 655 023 €	58 158 €
	2027	1 272 906 €	46 969 €
	2029	950 835 €	36 785 €
	2031	753 627 €	27 644 €
	2033	684 015 €	25 213 €
	2035	609 276 €	22 603 €
	2037	529 029 €	19 801 €
	2040	397 441 €	15 207 €
	2042	301 589 €	11 860 €
	2045	144 409 €	6 371 €
	2048	0 €	401 €

3. 10 Evolution du besoin de financement annuel

	(En K€)	CA 2022	CA 2023	CA 2024 prévisionnel	DOB 2025 Prévisionnel
(1)	Recettes réelles de fonctionnement	16 219	15 627	16 988	15 834
(2)	Dépenses réelles de fonctionnement <i>(Hors charges financières)</i>	13 228	12 543	12 721	13 638
(3)	Epargne brute = (1)-(2)	2 991	3 084	4 267	2 196
(4)	Charges financières + Remboursement en capital de la dette	188	211	252	255
(5)	Epargne nette disponible = (3)-(4)	2 803	2 873	4 015	1 941
(6)	Recettes réelles d'investissement	2 258	4 739	2 047	2 865
(7)	Capacité d'investissement = (5)+(6)	5 061	7 612	6 062	4 806
(8)	Dépenses réelles d'investissement	8 352	4 943	3 875	9 513
(9)	BESOIN DE FINANCEMENT	-3 291	2 669	2 187	-4 707

4. LE FOYER MARIE-HELENE FOUCART

LE FOYER COMMUNAL

4. 1 Section de fonctionnement : les prévisions 2025

RECETTES		OBSERVATIONS
PRODUITS DES SERVICES	170 K€	Restaurant du foyer, portage à domicile.
SUBVENTION COMMUNALE	262 K€	Subvention de la commune pour équilibre de la section de fonctionnement.
SUBVENTION DU DEPARTEMENT	7 K€	Subvention pour la prévention de la perte d'autonomie et actions en faveur des personnes âgées.
TOTAUX	439 K€	

DEPENSES		OBSERVATIONS
CHARGES A CARACTERE GENERAL	169 K€	Dont 90 K€ d'achat de produits alimentaires, fluides, fournitures, frais de repas des seniors.
CHARGES DE PERSONNEL	270 K€	
CHARGES DE GESTION COURANTE	K€	
TOTAUX	439 K€	



Mainvilliers

ville-mainvilliers.fr

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025


13 mars 2025

1. LE CONTEXTE NATIONAL

1. 1 Un projet de loi de finances 2025 adopté après un parcours parlementaire inédit :

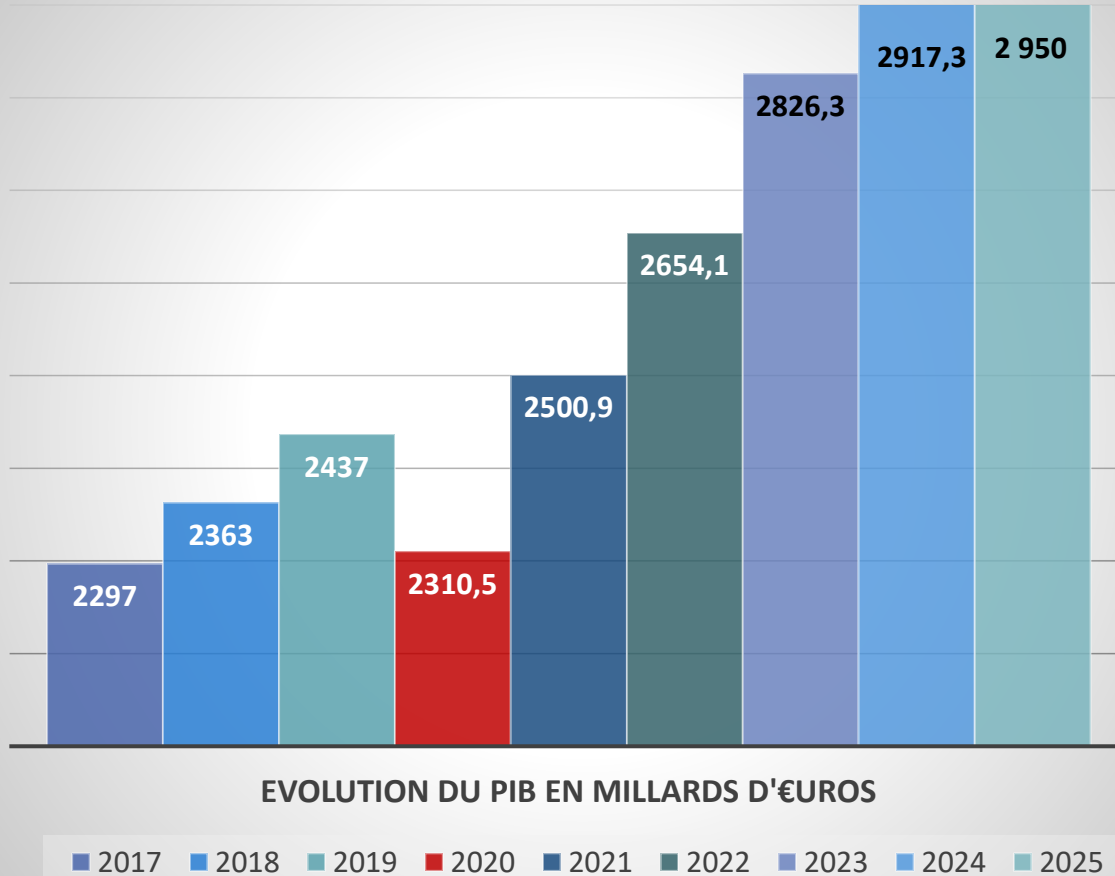
Un marathon budgétaire sans précédent !

- 1 **Première mouture** du PLF présentée en octobre 2024 par le gouvernement de Michel Barnier.
- 2 **Rejet** en séance publique à l'Assemblée nationale.
- 3 Examen au Sénat interrompu par la **censure historique** du gouvernement.
- 4 **Reprise** des débats en janvier 2025 et un texte défendu par un **nouveau gouvernement**.
- 5 **Examen** en commission mixte paritaire (sept députés et sept sénateurs) les 30 et 31 janvier 2025.
- 6 **Recours au 49.3** par François Bayrou le 3 février 2025.
- 7 **Adoption** par l'Assemblée nationale le 5 février 2025 après l'échec de la motion de censure.
- 8 **Adoption** par le Sénat le 6 février 2025.



Approuvé à l'identique par les deux chambres, le texte issu de la commission mixte paritaire est donc considéré comme définitivement **adopté le 6 février 2025**, même s'il devra passer par l'examen du Conseil Constitutionnel avant sa promulgation.

1. 2 L'évolution du Produit Intérieur Brut



2020 : Effondrement dû à la forte baisse de la production globale liée à la **crise sanitaire**.

2021/2022 : Rebond de l'activité après la crise, rendu possible avec les levées des restrictions sanitaires.

2023 : Les effets négatifs des chocs sur l'activité **se dissipent** progressivement et **l'activité retrouve de l'élan**.

2024 : La croissance Française est tirée par les **Jeux Olympiques et paralympiques de Paris mais** un ralentissement déjà notable est constaté au 4^{ème} trimestre 2024.

2025 : PREVISION DU GOUVERNEMENT = +0,9%

Les prévisions de croissance du PIB initialement prévues à +1,1% ont été **abaissées** à la suite en particulier de la crise née du vote de la motion de censure. Le Haut Conseil des Finances Publiques indique que cette prévision (+0,9%), supérieure à celle du consensus des économistes (+0,7%) reste *« optimiste au vu des indicateurs conjoncturels les plus récents »* (repli du PIB au 4^{ème} trimestre 2024).

Croissance 2024 du PIB :

Chine: +4%

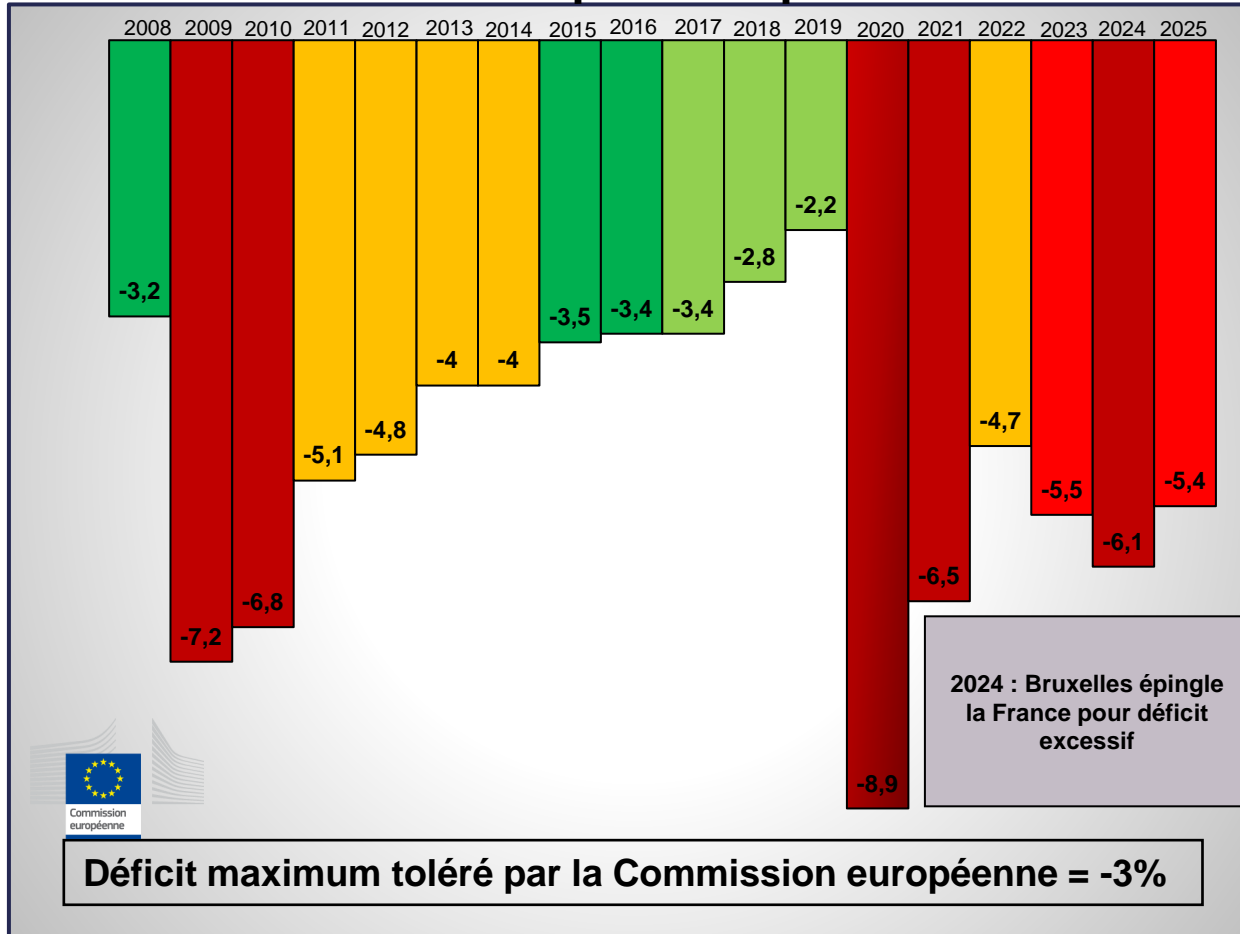
Etats-Unis: +3%

Europe : +1%

LE CONTEXTE NATIONAL : LES CHIFFRES CLES

1. 3 La trajectoire du déficit public

Evolution du déficit public exprimée en % du PIB



Déficit 2023 = -155 milliards d'euros

Déficit 2024 prévisionnel = -179 milliards d'euros

1973 : dernier excédent du Trésor

2009-2010 : crise financière

2020 : niveau historique de -8,9 % du produit intérieur brut. Conséquence du **Covid-19** et de la récession économique qui en résulte.

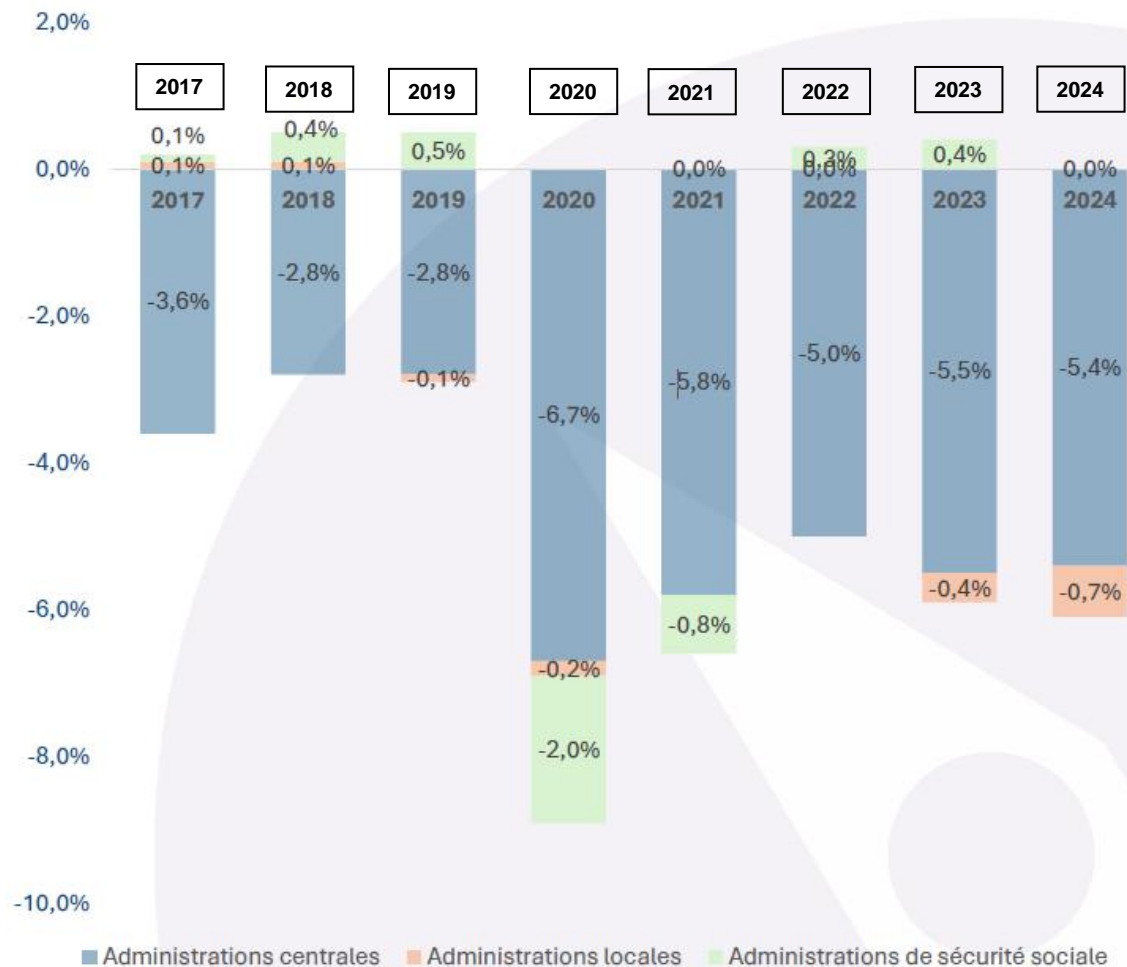
2023 : le déficit atteint son **plus haut niveau hors période de crise**, conséquence des mesures de l'Etat face à la crise de l'énergie et du conflit Ukrainien.

2024 : Aggravation du déficit s'expliquant en partie par des erreurs de prévisions des recettes de l'Etat (baisses de fiscalité)

2029 : **Objectif du gouvernement = ramener le déficit à -3%**. Pour y parvenir, « des économies importantes seront proposées pour la suite » a souligné François Bayrou, sans les détailler.

LE CONTEXTE NATIONAL : LES CHIFFRES CLES

1. 3 bis La trajectoire du déficit public par administration



Le déficit public est largement imputable aux administrations centrales.

Cependant, il est vrai que l'Etat supporte des dépenses qui devraient relever de la Sécurité Sociale.

Le solde des organismes de sécurité sociale est nul ou légèrement positif depuis 3 ans, celui des collectivités locales, habituellement proche de zéro, est négatif en 2023 et 2024.

Le solde des administrations publiques locales correspond à leur **besoin de financement** qui se détermine en effectuant la différence entre l'ensemble de leurs recettes et de leurs dépenses, et ce, avant tout mouvement de dette.

L'augmentation de ce besoin de financement traduit **une forte augmentation** des dépenses de fonctionnement et d'investissement des collectivités.

1. 4 L'évolution de la dette publique

La dette publique = l'ensemble des emprunts publics contractés par l'État, la Sécurité sociale, les ODAC (*organismes divers d'administration centrale*) et les collectivités territoriales

La dette : 3 303 Milliards d'euros à la fin du troisième trimestre 2024 (*Source : INSEE*)



doit rester inférieure à 60% du PIB

Nouveau record en 2020 : conséquence logique de la stratégie du « **quoi qu'il en coûte** » et des mesures de soutien liées à la crise sanitaire et au plan de relance.

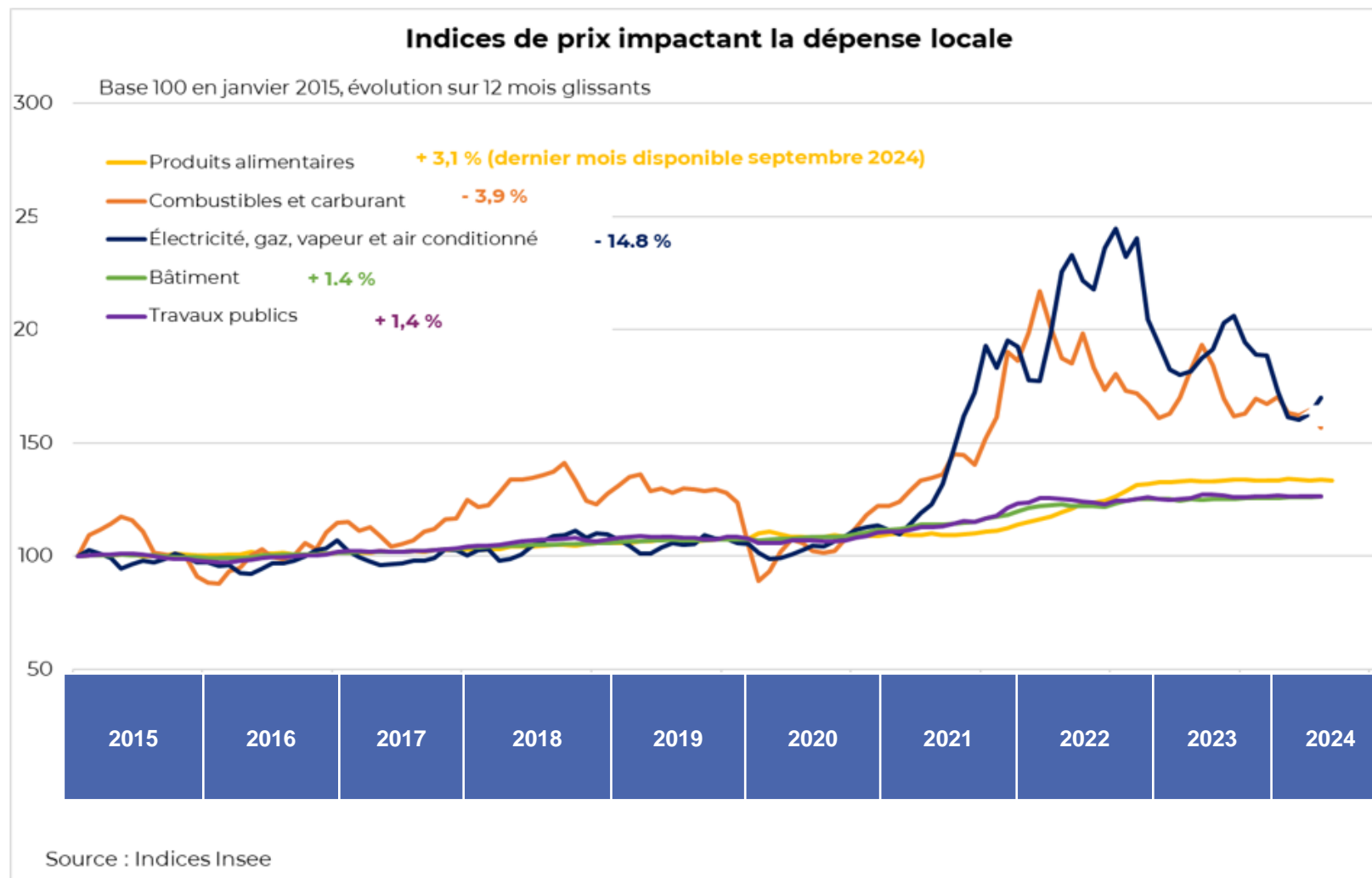
La France présente le 3^{ème} ratio de dette publique le plus élevé après la Grèce et l'Italie.

L'accélération de l'endettement est liée au déséquilibre structurel des finances publiques, en particulier à l'alourdissement du déficit des retraites couvert par le budget de l'Etat.

Evolution de la dette exprimée en % du PIB (*Source : INSEE*)
pour la comparer aux richesses produites par la France :

1995	2005	2009	2012	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
56,1%	67,4%	83%	90,6%	98,4%	98,7%	115,1%	112,9%	111,8%	110,6%	113,7%

1. 5 Focus sur l'inflation



Plans de relance massifs liés à la pandémie entre 2020 et 2022.

Hausse importante de l'inflation en 2021 et 2022.

Chute en 2023 puis stabilisation en 2024.

2025 : prévision d'inflation = +1,4% selon le gouvernement.

1. 6 La loi de finances 2025 : les mesures emblématiques pour les communes

→ **Régions : Augmentation du taux versement mobilité** : ponctionné sur la masse salariale des entreprises de plus de 11 salariés, cette contribution réévaluée de +0,15%, sera fléchée vers le financement des trains régionaux.



→ **Départements - possibilité d'augmenter pour les départements, les droits de mutations à titre onéreux** : pendant 3 ans, les départements pourront augmenter de 4,5% à 5% le plafond des droits de mutation sur les transactions immobilières.



→ **Communes – création d'un fonds de soutien exceptionnel de 40 millions** pour les collectivités victimes d'intempéries en 2023 et 2024.

→ **Collectivités locales – Dotations, mesures fiscales :**

- **Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : maintien** à son niveau de 2024, soit une enveloppe de **1 046 millions €**.
- **Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : baisse de 145 millions d'euros** portant la DSIL à 425 millions d'euros (*contre 570 millions € en 2024*).
- **Dotation globale de fonctionnement (DGF) :** abondement de 150 millions mais incertitude sur les montants répartis entre la dotation forfaitaire, la dotation de solidarité rurale et urbaine.
- **Fonds vert : en baisse par rapport aux 2,5 milliards d'euros de la loi de finances 2024**, et ce, malgré l'abondement de 150 millions par rapport au projet initial préparé par le gouvernement Barnier. **Enveloppe restant encore à déterminer.**
- **Fonds de Compensation de la TVA : maintien** du taux actuel de remboursement de l'assiette des dépenses éligibles alors que le gouvernement dans son précédent projet, avait prévu de le baisser.
- **Bases fiscales :** Depuis 2018, la revalorisation est basée sur l'indice des prix à la consommation (article 1518 bis du Code général des impôts), **prévision pour 2025: aux alentours de +1,7%.**

LE CONTEXTE NATIONAL : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES

1. 6 La loi de finances 2025 : les mesures emblématiques pour les communes (suite)

→ Hausse des cotisations employeurs à la CNRACL de 12 points pendant 4 ans :

Cette mesure réglementaire a été annoncée dans le projet de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 (PLFSS) et a été appliquée par un décret du 30 janvier 2025.

Ce décret impose aux employeurs des agents affiliés à la Caisse nationale des retraites des agents des collectivités locales (CNRACL), **une augmentation du taux** des cotisations vieillesse, portant ce dernier de 34,65% en 2025, jusqu'à 43,65% à partir de 2028.

Cette mesure s'impose à l'ensemble des collectivités afin de réduire le déficit de la CNRACL, **et demeure pérenne dans le temps**. Selon les premières estimations des cabinets d'études, l'impact sur les budgets des petites villes sera d'ampleur : à partir de 2028, le coût annuel s'établira à 1 230 millions d'euros.



IMPACT POUR MAINVILLIERS*

2025	34,65%	+ 112 000 €
2026	37,65%	+ 112 000 €
2027	40,65%	+ 112 000 €
2028	43,65%	+ 112 000 €
TOTAUX	AUGMENTATION DE + 448 000 €	



*** A périmètre constant au niveau des recrutements et hors concept « Glissement vieillesse technicité »**

1. 6 La loi de finances 2025 : les mesures emblématiques pour les communes *(suite)*

→ 4 autres mesures liées à la masse salariale émanent du PLF 2025 et sont à relever :

1. **Désengagement** de l'Etat concernant le financement de l'**apprentissage** au sein de la fonction publique territoriale (baisse du montant de l'aide à l'embauche).
2. **Suppression** de la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (**GIPA**) accordée aux agents pour 2025.
3. Maintien du **gel du point d'indice**.
4. **Baisse de l'indemnisation des arrêts maladie** :



Pour l'ensemble des agents de la fonction publique, une **déduction de 10%** sur leur traitement sera effectuée, au cours des 3 premiers mois d'un congé de **maladie ordinaire** (soit une application immédiate après le jour de carence).

1. 6 La loi de finances 2025 : les mesures emblématiques pour les communes *(fin)*

→ Du « fonds de réserve » au dispositif de lissage conjoncturel (DILICO)



Ce dispositif qui concerne environ 2 100 collectivités, consiste à lisser les ressources des collectivités qui sont en mesure de contribuer **au redressement des comptes publics**. La part du bloc local s'établit à 500 millions d'euros, répartie pour moitié entre les communes et les EPCI.

90% des recettes fiscales seraient « **mises en réserve** » par Bercy et rétrocédées par tranches de 30% entre 2026 et 2028 aux contributeurs et les **10% restants abonderaient le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC)**.

Pour chaque commune, il sera calculé un indice de ressources et de charges faisant intervenir le potentiel financier et le revenu par habitant.

La ville est dans l'attente de savoir si ce dispositif la concerne.



1. 7 Autre mesure impactant le budget 2025 hors PLF 2025

→ Augmentation sans commune mesure du coût de l'assurance

Un nombre très important de collectivités ont rencontré des difficultés afin de renouveler leurs contrats d'assurance et lorsqu'elles y parviennent, l'**augmentation** du coût des nouveaux contrats proposés par les assurances est **démensurée**.

AUGMENTATION DU COÛT DE L'ASSURANCE POUR MAINVILLIERS (en TTC)

RISQUE ASSURE	2024	2025	% D'AUGMENTATION
Protection juridique	2 500 €	1 267 €	
Responsabilité civile	3 500 €	14 874 €	
Flotte automobile	15 300 €	49 048 €	
Dommages aux biens	20 282 €	135 745 €	
TOTAUX	41 582 €	200 934 €	+ 383,22%





1. 8 conclusion : quelle gouvernance financière pour les collectivités ?

Le Gouvernement en votant ce PLF 2025, affiche sa volonté de faire **baisser rapidement le niveau du déficit public ainsi que la dette publique**, dans un contexte **d'incertitudes** au niveau international.

Pour y parvenir, les collectivités territoriales sont une nouvelle fois soumises à de fortes contraintes budgétaires puisqu'on leur demande d'effectuer un **effort financier de plus de 2,2 milliards d'euros** en 2025.

Des **mesures défavorables** réduisant leurs marges de manœuvre et impactant l'investissement local, s'appliqueront immédiatement :

- Hausse des cotisations vieillesse pour les agents affiliés à la CNRACL,
- Baisse de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local,
- Baisse de l'enveloppe du Fonds Vert,
- Hausse sans précédent du coût des assurances.

Tandis que les **incertitudes demeurent** sur :

- Les montants répartis dans le cadre de la DGF et ses variables d'ajustement,
- Le devenir de la trajectoire de l'autofinancement,
- L'application de la réforme « DILICO »,
- Le détail des « économies importantes » annoncées par le Gouvernement afin de ramener le déficit public en deçà des -3% en 2029.

L'ensemble de ces contraintes et réformes privent les collectivités de toute visibilité à court terme et mettent à mal le devenir de l'investissement local ainsi que le maintien de service public au même niveau de qualité.

2. BUDGET PRINCIPAL

Rétrospective et atterrissage 2024

MAINVILLIERS EN 2024 – LE BUDGET COMMUNAL

2. 1 Evolution de la section de fonctionnement

HISTORIQUE : Recettes réelles de fonctionnement

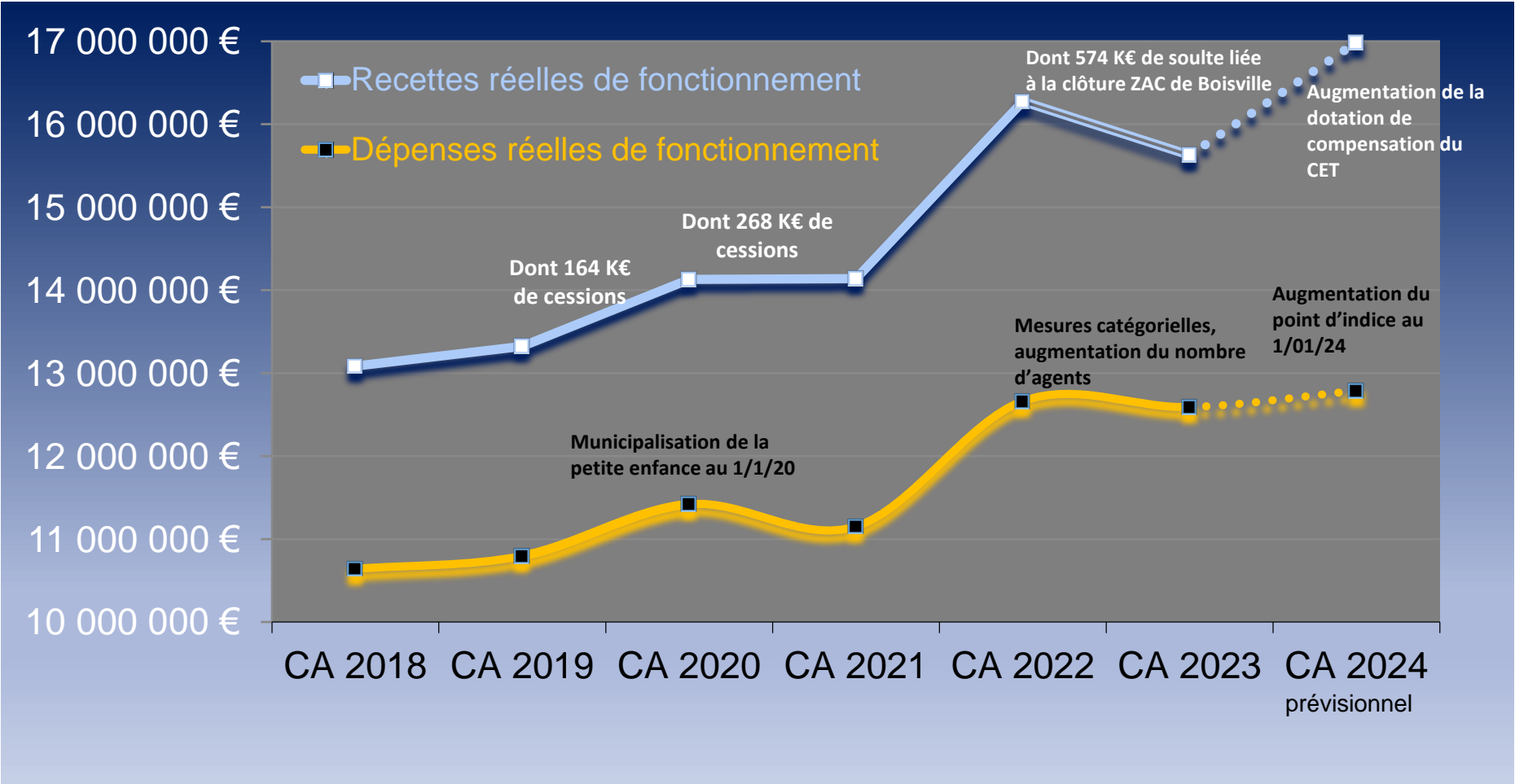
Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (prévision)
En K€	13 084 K€	13 321 K€	14 130 K€	14 139 K€	16 219 K€	15 627 K€	16 989 K€

HISTORIQUE : Dépenses réelles de fonctionnement

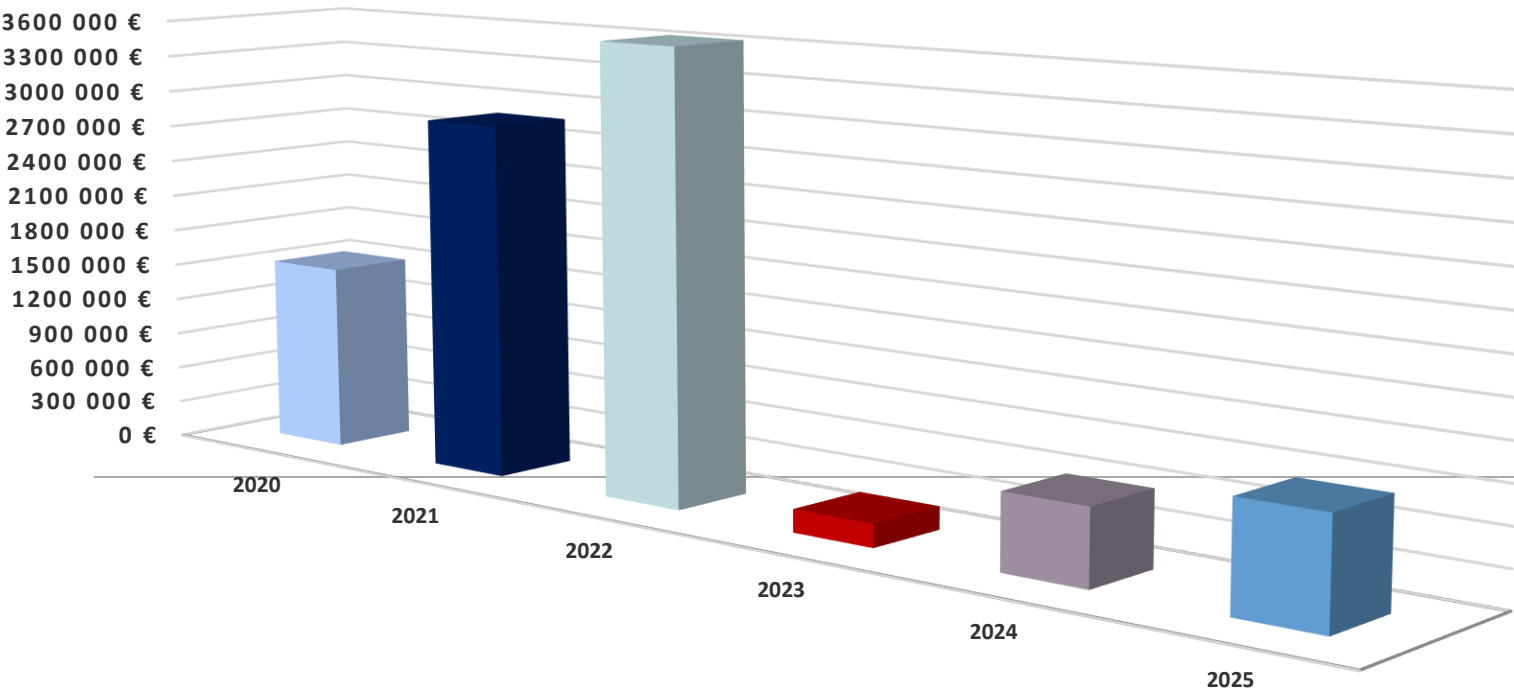
Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (prévision)
En K€	10 639 K€	10 795 K€	11 419 K€	11 150 K€	13 261 K€	12 590 K€	12 787 K€

RESULTATS DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

2. 2 Evolution de la section de fonctionnement



2. 3 Evolution de la Capacité d'Autofinancement Brute



EVOLUTION DE LA CAF BRUTE	MONTANT
2020	1 519 575 €
2021	2 878 440 €
2022	3 632 122 €
2023	184 357 €
2024	605 147 €
2025 (prévisionnel)	851 818 €

2. 4 Les recettes d’investissement

HISTORIQUE : Recettes réelles d’investissement *(hors restes à réaliser et excédents de fonctionnement capitalisés)*

Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 <i>(prévisionnel)</i>
Montant	912 K€	869 K€	653 K€	1 378 K€	2 259 K€	4 738 K€	2 046 K€
Subventions	79 K€	250 K€	99 K€	799 K€	1 329 K€	2 722 K€	1 208 K€
FCTVA	220 K€	463 K€	377 K€	394 K€	784 K€	888 K€	617 K€
Taxe d’aménagement	136 K€	105 K€	81 K€	112 K€	80 K€	17 K€	58 K€
Amendes de police	76 K€	50 K€	95 K€	69 K€	65 K€	111 K€	163 K€
Emprunt, avances de trésorerie, cautionnement	401 K€	1 K€	1 K€	4 K€	1 K€	1 000 K€	0 K€

MAINVILLIERS EN 2024 – LE BUDGET COMMUNAL

2. 5 Les dépenses d’investissement

HISTORIQUE : Dépenses réelles d’investissement *(hors remboursement du capital de la dette)*

Exercices	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024 (prévisionnel)
Montant	2 907 K€	2 515 K€	2 571 K€	6 463 K€	8 352 K€	4 778 K€	3 875 K€

Années	Dépenses d’équipement/habitants	Ratio 2023 de la strate moyenne nationale*
2018	253 €	Des communes de 10 000 à moins de 20 000 habitants = 296 €/hab. De la Région-Centre Val de Loire = 49 €/hab. Du Conseil départemental = 130€/hab. *Sources : DGFIP-Comptes de gestion – Calculs DGCL – INSEE recensement de la population 2023 –
2019	219 €	
2020	217 €	
2021	563 €	
2022	733 €	
2023	417 €	
2024 (prévisionnel)	338 €	

3. LES ORIENTATIONS 2025

3. 1 Recettes globales de fonctionnement : hypothèses d'évolution

	CHAPITRES BUDGETAIRES	BP 2024	DOB 2025 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
013	ATTENUATIONS DE CHARGES (<i>remboursement de charges de personnel</i>)	100 K€	100 K€	Prévision établie sur une moyenne des années précédentes
042	OPERATIONS D'ORDRE	56 K€	36 K€	Amortissement des subventions
70	PRODUITS DES SERVICES	596 K€	670 K€	Augmentation des prévisions liées à l'optimisation des taux d'occupation des structures.
73	IMPOTS ET TAXES	8 996 K€	9 305 K€	Voir diapositive suivante
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	5 295 K€	5 528 K€	Voir diapositive suivante
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	180 K€	195 K€	Réévaluation des loyers et des locations de salles
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 K€	0 K€	
TOTAL GENERAL		15 225 K€	15 834 K€	

IMPOTS ET TAXES	BP 2024	DOB 2025 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
Impôts directs locaux	7 192 K€	7 507 K€	Revalorisation nominale des bases avec hypothèse à +1,5% de hausse d'inflation.
Dotation de Solidarité Communautaire	800 K€	860 K€	Versée par Chartres Métropole, hausse liée au contrat de territoire.
Droits de mutation	300 K€	250 K€	Baisse liée au secteur immobilier peu dynamique.
Attribution de Compensation	283 K€	283 K€	Normalement stable.
Taxe sur la consommation finale d'électricité	171 K€	180 K€	Taxe nationalisée, stable.
Taxe sur les déchets stockés	151 K€	135 K€	Reversement sur les déchets réceptionnés, tonnage en baisse.
Taxe locale sur la publicité extérieure et panneaux publicitaires	64 K€	55 K€	Renouvellement du parc.
Droits de place	35 K€	35 K€	
TOTAL GENERAL	8 996 K€	9 305 K€	

3. 3 Détail des dotations, subventions et participations (chapitre 74)

DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	BP 2024	DOB 2025 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
Dotation Globale de Fonctionnement	3 790 K€	3 815 K€	Baisse de la Dotation Nationale de péréquation, hausse de la Dotation de Solidarité Urbaine.
Dotation C.A.F (Multi-accueil, ALSH, crèche familiale, RPE, espace parent)	660 K€	918 K€	Création de l'espace parentalité
Remboursement par Chartres Métropole liée au transport scolaire	90 K€	89 K€	Stable.
Dotations de compensations Etat (au titre de la CET et des exonérations de taxes et subventions diverses (FCTVA, Département...))	755 K€	706 K€	En attente de la notification des bases fiscales et attributions de compensation
TOTAL GENERAL	5 295 K€	5 528 K€	

3. 4 Fiscalité 2025

PROPOSITION taux de fiscalité



TAXE	PROPOSITION	TAUX 2024	TAUX 2025
Taxe foncière sur les propriétés bâties	MAINTIEN	55,89%	55,89%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	MAINTIEN	48,08%	48,08%
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires	MAINTIEN	15,11%	15,11%

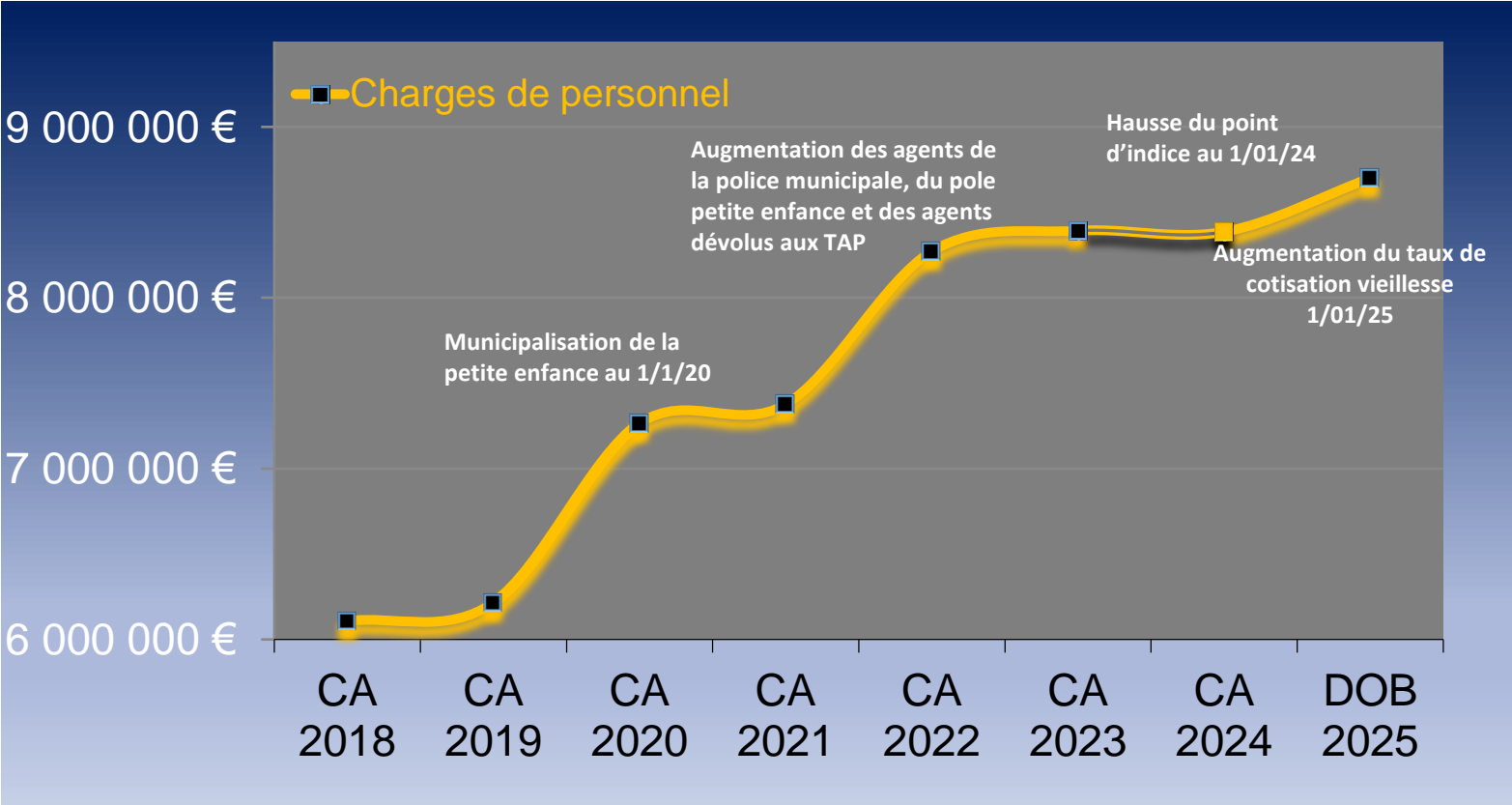
Ratio de la strate 2023*	Communes de la strate 2023*	Mainvilliers 2025 prévisionnel
Produits des impositions directes/population	767 €	648 €

*Sources : DGFiP-Comptes de gestion – Calculs DGCL – INSEE recensement de la population 2023 –

3. 5 Dépenses globales de fonctionnement : hypotheses d'évolution

	CHAPITRES BUDGETAIRES	BP 2024	DOB 2025 prévisionnel	HYPOTHESES D'EVOLUTION
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 175 K€	3 300 K€	Impact du coût des assurances expliqué sur la diapositive 13.
012	CHARGES DE PERSONNEL	8 700 K€	8 700 K€	Voir diapositive suivante.
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS			
022	DEPENSES IMPREVUES			Interdit en M57.
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 290 K€	1 627 K€	Subventions aux associations stables. Nouvelle dépense : participation au déficit de l'opération de la copropriété Tallemont.
66	CHARGES FINANCIERES	65 K€	65 K€	Hors pris en compte d'un nouvel emprunt.
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	10 K€	10 K€	
TOTAL DES DEPENSES REELLES		13 240 K€	13 702 K€	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	605 K€	852 K€	Autofinancement brut
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 380 K€	1 280 K€	Dotations aux amortissements.
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	1 985 K€	2 132 K€	
TOTAL GENERAL		15 225 K€	15 834 K€	

3. 6 Les charges de personnel



CHARGES DE PERSONNEL		REMBOURSEMENT
ANNEES	DEPENSES	RECETTES
CA 2018	6 107 727 €	144 163 €
CA 2019	6 214 396 €	115 142 €
CA 2020	7 263 914 €	128 107 €
CA 2021	7 375 856 €	93 930 €
CA 2022	8 271 260 €	139 630 €
CA 2023	8 392 574 €	79 143 €
CA 2024	8 386 025 €	97 927 €
DOB 2025 (prévisionnel)	8 700 000 €	100 000 €

Rappel pour 2025 : hausse des cotisations vieillesse des agents affiliés à la CNRACL = **+112 000 €** à périmètre constant au niveau des effectifs et hors concept « Glissement vieillesse technicité ».

3. 6 Les charges de personnel (suite)

Modalités d’organisation du temps de travail :

La délibération du 14 mars 2023 sur le règlement du temps de travail, a acté la suppression des jours de congés non prévus dans le cadre légal et réglementaire, afin de garantir le respect de la **durée légale** du temps de travail qui est fixé à **1 607 heures**.



Avantages en nature :

2 agents bénéficient actuellement d’un **logement** attribué pour **nécessité absolue de service**.

- **Tarification préférentielle** pour les agents communaux déjeunant au foyer restaurant Marie-Hélène Foucart.



REPARTITION 2024 DU NOMBRE D’AGENTS

CATEGORIES	NOMBRE
CATEGORIE C	157
CATEGORIE B	16
CATEGORIE A	15
HORS CAT*	22
TOTAL	210

Prévision 2025 :

Pas de nouvelle création de postes et interrogation systématique sur le remplacement ou non d’un agent (suite à mutation, départ à la retraite...).

* *Assistantes maternelles et intervenants pour l’accompagnement scolaire*

3. 7 Recettes d'investissement : propositions nouvelles inscriptions

CATEGORIE DE RECETTES	DOB 2025 prévisionnel	OBSERVATIONS
EMPRUNTS	4 712 K€	Emprunt d'équilibre
OPERATIONS D'ORDRE ENTRE SECTIONS	1 280 K€	Dotations aux amortissements (pendant de la section de fonctionnement)
CESSIONS D'ACTIF	1 100 K€	Cession de l'ADAPEI
VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	852 K€	Autofinancement brut
SUBVENTIONS	874 K€	Subvention de l'ANRU, du Conseil Départemental et de l'Etat (DSIL) pour la construction du groupe scolaire (opération pluriannuelle)
DOTATIONS, FONDS DIVERS	400 K€	Fonds de Compensation de la TVA
SUBVENTIONS AFFECTEES A L'EQUIPEMENT	110 K€	Amendes de police
DOTATIONS, FONDS DIVERS	60 K€	Taxe d'aménagement
MONTANT PREVISIONNEL	9 388 K€	

3. 8 Dépenses d'investissement : propositions nouvelles inscriptions

CATEGORIE DE DEPENSES	DOB 2025 prévisionnel	OBSERVATIONS
Construction du groupe scolaire	6 444 K€	Opération pluriannuelle.
Espaces extérieurs	1 493 K€	Rénovations des voiries, réalisation du giratoire Boisville.
Bâtiments	919 K€	Dont rénovation de la toiture du gymnase Maroquin, entretien des toitures de divers sites, démolition maison de quartier, remplacement des châssis du pole petite enfance, travaux divers multi-sites.
Equipements structurels	306 K€	Dont 55 K€ pour les projets participatifs, mobilier et équipements toutes structures, matériels sportifs, informatiques, parc de véhicules.
Remboursement du capital de la dette et amortissement des subventions	226 K€	Hors contraction d'un nouvel emprunt.
MONTANT PREVISIONNEL	9 388 K€	

3. 9 La dette – extinction actuelle hors prévision de nouvel emprunt

	Années	Capital restant dû	Intérêts restants dû
Extinction actuelle de la dette Typologie : 5 emprunts à taux fixes simples Typologie Gissler : 1A	2025	1 655 023 €	58 158 €
	2027	1 272 906 €	46 969 €
	2029	950 835 €	36 785 €
	2031	753 627 €	27 644 €
	2033	684 015 €	25 213 €
	2035	609 276 €	22 603 €
	2037	529 029 €	19 801 €
	2040	397 441 €	15 207 €
	2042	301 589 €	11 860 €
	2045	144 409 €	6 371 €
	2048	0 €	401 €

3. 10 Evolution du besoin de financement annuel

	(En K€)	CA 2022	CA 2023	CA 2024 <i>prévisionnel</i>	DOB 2025 Prévisionnel
(1)	Recettes réelles de fonctionnement	16 219	15 627	16 988	15 834
(2)	Dépenses réelles de fonctionnement (<i>Hors charges financières</i>)	13 228	12 543	12 721	13 638
(3)	Epargne brute = (1)-(2)	2 991	3 084	4 267	2 196
(4)	Charges financières + Remboursement en capital de la dette	188	211	252	255
(5)	Epargne nette disponible = (3)-(4)	2 803	2 873	4 015	1 941
(6)	Recettes réelles d'investissement	2 258	4 739	2 047	2 865
(7)	Capacité d'investissement = (5)+(6)	5 061	7 612	6 062	4 806
(8)	Dépenses réelles d'investissement	8 352	4 943	3 875	9 513
(9)	BESOIN DE FINANCEMENT	-3 291	2 669	2 187	- 4 707

4. LE FOYER MARIE-HELENE FOUCART

4. 1 Section de fonctionnement : les prévisions 2025

RECETTES		OBSERVATIONS
PRODUITS DES SERVICES	170 K€	Restaurant du foyer, portage à domicile.
SUBVENTION COMMUNALE	262 K€	Subvention de la commune pour équilibre de la section de fonctionnement.
SUBVENTION DU DEPARTEMENT	7 K€	Subvention pour la prévention de la perte d'autonomie et actions en faveur des personnes âgées.
TOTAUX	439 K€	

DEPENSES		OBSERVATIONS
CHARGES A CARACTERE GENERAL	169 K€	Dont 90 K€ d'achat de produits alimentaires, fluides, fournitures, frais de repas des seniors.
CHARGES DE PERSONNEL	270 K€	
CHARGES DE GESTION COURANTE	K€	
TOTAUX	439 K€	

Luc BRUNET

De: Luc BRUNET
Envoyé: lundi 17 mars 2025 17:15
À: Naudinet Sébastien
Objet: TR: Délibérations finances du conseil municipal du 13 mars 2025
Pièces jointes: Délibération 2025-03-05_Rapport sur le débat d'orientation budgétaire.pdf

Bonjour Monsieur Naudinet,

Pour votre information, vous trouverez ci-joint l'extrait de la délibération et le rapport relatifs au débat d'orientation budgétaire de la commune de Mainvilliers.
Un exemplaire papier sera transmis dans les prochains jours.

Vous en souhaitant bonne réception,

Cordialement,

Luc BRUNET

Responsable du Secrétariat Général des Services - Ville
de Mainvilliers

[02 37 18 56 76](tel:0237185676)

Hôtel de Ville - Place du Marché
CS 31101 - 28305 Mainvilliers CEDEX

ville-mainvilliers.fr

